



Une sociologie ancrée dans un
terroir et ouverte au monde

#DEFYHATENOW

LE DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
AVEC L'APPUI TECHNIQUE DU LABORATOIRE CAMEROUNAIS D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES SUR LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES (CERESC)

En collaboration avec

#DEFYHATENOW CAMEROON

Organisent un

COLLOQUE NATIONAL

Thème :

**Discours de haine et violences au Cameroun :
*Genèses sociales, formes émergentes et pistes de
réponse***

Du 10 au 12 Mai 2023, Université de Yaoundé I, Cameroun



Argumentaire

Au Cameroun, les discours de haine et les violences gagnent en intensité et se présentent sous plusieurs formes. Les plus visibles sont matérialisées par : des crises sociopolitiques dont la guerre contre la nébuleuse Boko Haram qui connaît une accalmie relative dans la région septentrionale du pays; la question de la crise qui secoue actuellement les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; l'exacerbation des discours haineux sur les réseaux sociaux numériques; les clivages et affrontements ethno-communautaires en milieux urbains; les violences basées sur le genre et celles observées en milieux scolaire et domestique, etc. L'assassinat dans des conditions particulièrement horribles en février 2023 du journaliste camerounais Martinez ZOGO ainsi que la mise en scène de la découverte de son corps mutilé, a relancé de manière spectaculaire le débat sur les formes extrêmes de violence dont le corps social camerounais fait l'expérience depuis plus d'une décennie.

Ces aspects manifestes et surmédiatisés de ce phénomène, combinés aux nombreuses menaces latentes qui laissent entrevoir une certaine fragilité sociale, donnent d'observer qu'au Cameroun, la violence présente un caractère durablement enraciné. Ces faits saillants qui traversent l'ensemble du pays, portent à croire que l'anomie est devenue une forme obsédante de la « normalité » camerounaise. À partir de ce qui se donne à observer au quotidien, la violence se positionne progressivement comme un constituant de l'identité de la société camerounaise.

Dans la même perspective, les thématiques portant sur la violence occupent une place de choix dans les médias, mais avec une approche plus émotionnelle, univoque et donc davantage subjective que réflexive et analytique. L'ensemble de ces différents éléments laissent penser que les Camerounais consacrent une part importante de leur temps à produire la violence. Prenant des distances avec ces lectures profanes, des analyses rigoureuses ont pourtant été proposées pour comprendre le phénomène de la violence en Afrique qui, même s'il peut être appréhendé comme « endémique », est indissociable de l'archéologie de son émergence au sein de la société camerounaise (Abéga, 2003).

Les réflexions sur les discours de haine et la violence en tant que phénomène social et ses implications montrent qu'elle est prise en charge par différentes catégories d'acteurs

institutionnels et non institutionnels dont : les organisations de la société civile (Osc), les organismes (non) gouvernementaux et d'autres acteurs d'appui au développement intervenant au Cameroun. Dans cette dynamique, plusieurs études ont été réalisées visant à mettre en relation la violence à des logiques aussi bien politiques, économiques, sociales qu'écologiques; l'objectif étant de trouver des solutions durables de prévention. Dans ce sens, ce phénomène social a été analysé sous le prisme d'une pathologie qui nécessite une prise en charge rapide. Loin des analyses militantes et partisanes, plusieurs chercheurs se sont intéressés à cette question avec des approches différentes.

Sans être exhaustif, les travaux d'Abéga (2003 ; 2007), Janin et Marie (2003), Janin (2004) peuvent être évoqués en anthropologie. En histoire, les réflexions de Mbembe (1996), Kipré (2003) et Thierno Bah (2005) s'illustrent comme les plus convoquées. De même, des travaux en science politique comme ceux de Onuoha (2011), Debos (2013) et Bayart (2018) rendent compte des développements de ce phénomène. En sociologie, les travaux d'Ela (1999), Abe (2003) et Mengue (1998) se présentent comme des références. Dans le domaine de la géographie, Calas (2011), Agheyisi (2017), Oteng-Ababio, Owusu, Wrigley-Asante (2016) ou Chauvin et Magrin (2020) abordent également ce phénomène. En rendant compte de l'émergence de la violence, De Montclos (2004) souligne que ce sont les inégalités de classe et la persistance des structures de domination spécifiques qui définissent les contours des situations de tension et surtout de violence dans les villes. Pour d'autres auteurs, notamment les culturalistes, ce phénomène social est inhérent aux différentes cultures des peuples africains. C'est le cas des théoriciens tels que Martinelli et Bouju (2012), Mayneri (2013) qui précisent que c'est la sorcellerie qui est à l'origine de la violence. Pour Diamond (1987), Amselle et M'bokolo (1999) ou Mouiche (2000), la violence a une source ethnique. Sur le plan des imaginaires, Mbembe (1996, 2010, 2013) et Tonda (2015, 2021) pensent que ce phénomène social découle des imaginaires sociaux. De même, Bayart (2018) l'analyse sous le prisme de la question religieuse ; tandis que pour des auteurs comme Ela (1999), Mengue (2007), Chouala (2008), Leye, Sougou, Faye *et al.*, (2019) la violence trouve ses origines au sein même de la cellule familiale.

En dépit de toutes ces contributions, on note une recrudescence des actes de violence et de leurs corollaires au Cameroun conduisant ainsi à interroger, à nouveaux frais, ce phénomène.

Le colloque organisé, se fixe pour objectif de discuter, à nouveau, les discours de haine et les violences qui traversent la société camerounaise contemporaine. Il porte l'idée selon laquelle les dynamiques sociales contemporaines qui traversent ce pays depuis quelques années dont les principales matrices sont la modernité politique diversement appréciée, la néo-libéralisation continue de la sphère sociétale, la digitalisation ou la numérisation croissante de la vie sociale, les mutations des ordres sociaux et familiaux, la fragilisation du lien social, l'exacerbation des tensions ethno-communautaires, etc. – imposent de renouveler le regard sur les discours de haine et les violences et d'en dégager les facteurs structurants tout en analysant leurs multiples facettes. Quels sont les enjeux qui se donnent à voir dans la diversité des formes de violence repérables sur le continent aujourd'hui ? Quels outils et quels regards privilégier pour les expliciter ou tout au moins en rendre compte ? Quelles pistes de réponses suggérer ? Ces trois interrogations qui nous situent au cœur des visées de ces deux journées de réflexion, structureront les diverses propositions attendues.

Le colloque est planifié et organisé par le Département de sociologie de l'Université de Yaoundé I avec l'appui du Laboratoire Camerounais d'Études et de Recherches sur les Sociétés Contemporaines (CERESC) en partenariat avec *Civic Watch Cameroon* qui est une organisation communautaire dont l'objectif est la mobilisation communautaire pour faire face efficacement aux discours haineux en ligne et hors ligne. En tant que porteuse de l'initiative DefyHateNow¹, elle travaille sur la recherche permanente de solutions aux

¹Le projet #defyhatenow est une initiative internationale de la société civile portée au Cameroun par l'association de jeunes *Civic Watch Cameroon*. Il vise à sensibiliser et à développer des moyens pour contrer les discours de haine, la rhétorique des conflits et l'incitation de la violence en ligne et à amplifier les "influenceurs positifs" occupant le paysage des réseaux sociaux. #defyhatenow_WCA travaille à renforcer les voix et à soutenir les actions d'organisations de la société civile principalement axées sur les jeunes, les communautés et les médias pour contribuer à la recherche des solutions face aux menaces de la "crise anglophone" au Cameroun. L'initiative prévoit le renforcement des capacités et des formations aux médias pour permettre aux organisations communautaires et aux citoyens [y compris les personnes déplacées internes], de devenir des influenceurs positifs avec des contre-actions de vérification des faits, de surveillance et de réponse, de consolidation de la paix; Elle vise à promouvoir également des activités axées sur l'éducation, la technologie et la culture dans un paysage numérique en évolution rapide, pour ne pas laisser cet espace ouvert chargé d'opportunités aux agents de conflits. Pour plus d'informations, consultez https://defyhatenow.org/defyhatenow_cameroun/

questions d'incitation à la violence, de conflits, de tolérance et de consolidation de la paix et la cohésion sociale en rapport avec l'usage des réseaux sociaux.

Objectifs du colloque

L'organisation de ce colloque de trois jours a pour but de :

Objectif principal : Créer un cadre propice pour éclairer les pouvoirs publics, les académiciens et les acteurs de la société civile sur les enjeux de la perpétuation de la violence et des discours de haine au Cameroun dans le but d'améliorer les politiques publiques visant à résoudre ces phénomènes.

Objectifs secondaires :

- Mettre sur agenda du débat public pour sensibiliser sur les questions de violence et de discours haineux comme frein à la cohésion sociale et à la paix au Cameroun;
- Ré-évaluer l'impact des principales matrices des dynamiques sociales contemporaines dans le but de proposer des pistes solutions pour les atténuer;
- Fédérer universitaires, politiques, professionnels et la société civile pour une synergie d'actions pour réduire la proéminence de la violence et des discours haineux en ligne et hors ligne.

Cibles

Les segments de la population visés par l'organisation de ce colloque sont les suivants :

- Universitaires et chercheurs;
- Pouvoirs publics;
- Représentations diplomatiques et chancelleries au Cameroun;
- Entreprises/organisations de communications et de télécommunications;
- Professionnels des médias publics et privés;
- Leaders politiques, culturels et d'associations;
- Organisations de la société civile;
- Étudiants.



Résultats attendus

Il s'agit des résultats des activités à mener dans le cadre du colloque pour atteindre les objectifs fixés. Pour une meilleure compréhension des perspectives de déploiement pour l'atteinte des objectifs en fonction de notre cible, ces résultats sont exprimés de façon quantitative. De ce fait, à la fin du colloque, les résultats attendus sont les suivants:

- La mobilisation d'une trentaine d'universitaires et chercheurs;
- la production et la publication d'un acte scientifique de colloque qui fera également office de rapport de travail à proposer aux pouvoirs publics;
- La participation durant les 3 jours de colloque de 300 à 500 personnes;
- L'élaboration d'un dossier de plaidoyer pour lutter contre la violence et les discours haineux au Cameroun;
- La création d'une plateforme pluridisciplinaire d'échanges et de recherche sur la lutte contre la violence et les discours haineux en ligne et hors ligne.

Modalités d'organisation

Le colloque est ouvert aux universitaires et chercheurs francophones et anglophones pouvant développer des travaux scientifiques sur la thématique centrale mais également aux décideurs et acteurs nationaux et internationaux ayant une expérience sur les questions de violence et de discours de haine. Quoique l'esprit du colloque s'inscrive dans une perspective scientifique, il vise à promouvoir des échanges et réflexions entre différents acteurs sur leurs travaux et expériences de terrain. Pour ce faire, les travaux se dérouleront sous forme de conférences et tables rondes en plénières et ateliers thématiques en parallèle.

Modalités et délais de soumission

Les propositions de contributions ne doivent pas excéder une page (police New Times Roman taille 12, interligne simple). Elles doivent clairement indiquer, le titre de la communication, l'axe dans lequel s'insère la proposition, la problématique, la méthodologie qui sera employée et suggérer déjà les grandes articulations du plan de la future communication. Les résumés doivent être envoyés en français ou en anglais,

accompagnés de cinq mots clés au maximum et de références bibliographiques ainsi qu'une présentation sommaire de l'auteur en 10 lignes (institution de rattachement, poste, adresse mail, numéro de téléphone). Les résumés sont attendus au plus tard **le 20 mars 2023** avant minuit à l'adresse suivante : depart.socio20@gmail.com avec copie à armandleka@yahoo.fr

Ces résumés pourraient privilégier, mais pas exclusivement les axes suivants :

- **Violence : figures institutionnelles et politiques;**
- **Violences verbales et stigmatisations sociales;**
- **Violences, discours de haine et cohésion sociale;**
- **Violences, discours de haine et réseaux sociaux;**
- **Violences domestiques et violences scolaires;**
- **Média classique et violences;**
- **Lutte contre les violences et discours haineux;**
- **Etc...**

Éligibilité

Peuvent transmettre des projets d'articles/contributions des académiciens, des jeunes chercheurs, les doctorants avancés, les formateurs, les responsables politiques et administratifs, syndicats, associations, organisations et les professionnels dans la mesure où le sujet envisagé porte sur une thématique qui requiert la contribution des universitaires et des praticiens.

Les candidatures peuvent être individuelles ou collectives ; dans ce cas, elles sont déposées par un chercheur unique, qui prend la responsabilité de l'équipe de recherche.

Calendrier :

- **20 février 2023:** publication de l'appel à communications
- **20 mars 2023:** date limite d'envoi des propositions de communication
- **25 mars 2023:** Notification aux auteurs de l'acceptation ou du refus de leurs propositions
- **25 avril 2023:** Remise du texte complet de la communication par les auteurs
- **du 10 - 11 - 12 mai 2023:** Tenue du colloque à l'Université de Yaoundé I

Comité scientifique :

Pr. Christopher NSOH (Université de Yaoundé II); **Pr. Joseph-Marie ZAMBO BELINGA** (Université de Yaoundé I); **Pr. Jean Emmanuel PONDI** (ICT University); **Pr. Jean NZHIE ENGONO** (Université de Yaoundé I); **Pr. Laurent Charles BOYOMO ASSALA** (Université de Yaoundé II); **Pr. Honoré MIMCHE** (CERESC/Université de Yaoundé II-IFORD); **Pr. Emmanuel YENSHU WUBO** (University of Buea); **Pr. Jean NJOYA** (Université de Yaoundé II); **Pr. Paul ABOUNA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Godwin MOYE** (University of Bamenda); **Pr. Romain Charles MBELE** (Université de Yaoundé I); **Pr. NTUDA EBODE** (CREPS-Université de Yaoundé II); **Pr. Ibrahim MOUCHE** (Université de Yaoundé II); **Pr. Armand LEKA ESSOMBA** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Pr. Yves Bertrand DJOUDA FEUDJIO** (Université de Yaoundé I); **Pr. Christian BIOS** (Université de Yaoundé I); **Pr. Paschal KUM AWA** (Université de Yaoundé I); **Pr. Vivien MELI MELI** (Université de Dschang); **Pr. Antoine SOCPA** (Université de Yaoundé I); **Pr. Edmond MBALLA ELANGA** (Université de Douala); **Pr. Pascal MBAHA** (Université de Douala); **Pr. Ibrahim Bienvenu MOULIOM MOUNGBAKOU** (Université de Maroua); **Pr. Mathias-Éric OWONA NGUINI** (Université de Yaoundé II); **Pr. Willybroad DZE-NGWA** (Université de Yaoundé I); **Pr. PANGOP Alain Cyr** (Université de Dschang); **Pr. ATANGCHO NJI** (University of Buea).

Comité de coordination :

Armand LEKA ESSOMBA (CERESC/Université de Yaoundé I); **Christopher NSOH** (Université de Yaoundé II); **Jean-Marcellin MANGA** (CERESC/Université de Yaoundé II); **Gérard AMOUGOU** (CERDAP/Université de Yaoundé II); **Ferdinand MBEN LISSOUK** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Morell MELIKI** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Sylvestre NOA** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Salomon ESSAGA** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Yves Valéry OBAME** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Cédric KENGMO** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Patrick ESSIGUE** (CERESC/Université de Yaoundé I); **Léonel KONGUEP KEPTCHUIME** (CERESC/Université de Dschang); **NGALA Desmond NGALA** (defyhatenow/Civic Watch Cameroon); **TCHENGANG TCHIENGUE LORIS DONALD** (defyhatenow/Civic Watch Cameroon); **KINANG Derick FAI** (defyhatenow/Civic Watch Cameroon); **NGANLAY Laure** (defyhatenow/Civic Watch Cameroon); **NJODEKA Theresia** (defyhatenow/Civic Watch Cameroon).

Références bibliographiques

- Abé C.**, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 25 | 2003, mis en ligne le 15 juin 2007, consulté le 20 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/apad/201> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.201>
- Abéga S.-C.**, « La violence endémique en Afrique », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 25 | 2003, mis en ligne le 08 mars 2006, consulté le 20 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/apad/199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.199>
- Abega S.-C.**, *Les violences sexuelles et l'État au Cameroun*, « Les terrains du siècle », Paris, Karthala, 2007.
- Amselle J.-L et M'bokolo E. (dir.)**, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La découverte, 1999.
- Agheyisi J.-E.**, Terrorized places and spaces : the geographical dimension of African terrorism, *AfricanGeographicalReview*, 36 :3, 305319, DOI : <https://doi.org/10.1080/19376812.2016.1253487>, 2017.
- AterianusOwanga A, MaixanMebiameZomo, Tonda J.**, *La violence de la vie quotidienne à libreville*, *Academia Investigations d'anthropologie prospective*, Novembre 2016.
- Bah T.**, « Frontières, guerre et paix dans l'Afrique précoloniale : l'exemple des chefferies Bamiléké et du royaume Bamum dans l'Ouest-Cameroun », UNESCO, *Des frontières en Afrique du XIXe au XXe siècle*, Paris, UNESCO/CISH, 2005, p. 145-58.
- Bayart J.-F.**, *Violence et religion en Afrique*, Paris, Karthala, 2018.
- Martinelli B., Bouju J. (dir.)**, *Sorcellerie et violence en Afrique*, Paris, Karthala, 2012.
- Calvez M.**, « Violence et contextes sociaux. La prise en compte des régulations sociales intermédiaires dans le procès de pacification des mœurs. *Violence et société en Bretagne et dans les pays celtiques. KREIZ 13 Etudes sur la Bretagne et les pays celtiques.*», 2000, Brest, France. pp. 11-23. ([halshs-00007806](#)).
- Chouala Y.-A.**, « La « belle famille » et « la famille élargie » : Acteurs des violences conjugales et domestiques dans les foyers Camerounais », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 27-28 | 2008, mis en ligne le 19 juin 2008, consulté le 20 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/apad/3063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.3063>
- Chauvin E. et Magrin G.**, « Violences et régionalisation en Afrique centrale », *Belgeo* [Online], 4 | 2020, Online op 09 novembre 2020, geraadpleegd op 20 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/43632> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.43632>
- Debos M.**, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala, 2013.
- Diamond L.**, « Ethnicity and Ethnic conflict », *Journal of Modern African Studies*, 25, 1987, p. 117-128.
- Ela J.-M.**, « Vers une économie politique des conflits au ras du sol », *AfricaDevelopment*, Vol XXIV, n° 3&4, 1999.
- Evans D, Goldstein M. et Popova A.**, « Conflit et fragilité en Afrique : ce qu'il faut retenir d'une cinquantaine de travaux de recherche », disponible sur <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/conflict-fragilité-africaine-resume-d'une-cinquantaine-de-travaux-de-recherche>
- Janin P, Alain M.**, « Violences ordinaires, violences enracinées, violences matricielles », *Politique africaine*, 2003/3 (N° 91), p. 5-12. DOI : 10.3917/polaf.091.0005. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-5.htm>
- Janin P.**, « L'Afrique est-elle soluble dans la violence ? », *Revue Tiers Monde*, 2004/4 (n° 180), p. 889-896. DOI : 10.3917/rtm.180.0889. URL : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-4-page-889.htm>
- Kipré P.**, « De la guerre et de la paix en Afrique », *Afrique contemporaine*, 2003/3 (n° 207), p. 133-146. DOI : 10.3917/afco.207.0133. URL : <https://www.cairn.info/revue-afric-contemporaine-2003-3-page-133.htm>

Leye M.- Makhtar, NdeyeMarèmeSougou , Adama Faye et al., « Perceptions des populations sur les violences faites aux femmes au Sénégal », *Santé Publique*, 2019/4 (Vol. 31), p. 581-590. DOI : 10.3917/spub.194.0581.

URL : <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2019-4-page-581.htm>

Mayneri A.- C., « Sorcellerie et violence épistémologique en Centrafrique », *L'Homme* [En ligne], 211 | 2014, mis en ligne le 07 juillet 2016, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/23607> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.23607>

Calas B., « Introduction à une géographie des conflits... en Afrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 255, no. 3, 2011, pp. 295-320.

Mbembe A., *Critique de la raison nègre*, Paris, La découverte, 2010.

Mbembe A., *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1996.

Mbembe A., *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La découverte, 2010.

MengueM.-Th., « Jeunes en violence », *Cahiers de l'UCAC*, n° 3, 1998, pp. 62-74.

MengueM.-Th., « Violences domestiques et vie familiale en Afrique » in Boukongou J-D. (dir.) *Protection des droits de l'homme en Afrique*, Presse de l'UCAC, pp 96-111, 2007

Mouiche I., « La question nationale, l'ethnicité et l'Etat en Afrique : le cas du Cameroun. », *Verfassung Und Recht in Übersee / Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 33 (2), 212-233. <http://www.jstor.org/stable/43238845>

Pérouse de Montclos M.-A., « Violence urbaine et criminalité en Afrique subsaharienne : un état des lieux », *Déviance et Société*, 2004/1 (Vol. 28), p. 81-95. DOI : 10.3917/ds.281.0081.

URL : <https://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2004-1-page-81.htm>

Freedom C. Onuoha, *Nigeria's vulnerability to terrorism : The imperative of a counter religious extremism and terrorism (CONREST) strategy*. Peace and Conflict Monitor, 2011 ; http://www.monitor.upeace.org/innerpg.cfm?id_article=772, accessed 23 February 2011.

Oteng-Ababio M, AdoebeaYaaOwusu, Owusu G & Wrigley-Asante C., « Geographies of crime and collective efficacy in urban Ghana », *Territory, Politics, Governance*, 2016 DOI :10.1080/21622671.2016.1159602

Tonda J., *L'impérialisme postcolonial. Critique de la société des éblouissements*, Paris, Karthala, 2015.